

## **Consultation publique de la CRE n°2018-003 du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente**

Réponse d'EDF

22 mars 2018

### **Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?**

EDF est favorable aux différents principes et critères retenus par la CRE.

#### Concernant les principes permettant l'élaboration de la structure tarifaire :

EDF soutient que les tarifs de réseaux ne doivent pas être fonction de la distance, mais bien des coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs, indépendamment des usages.

EDF est très attaché au principe de péréquation tarifaire qui permet de maintenir une solidarité entre utilisateurs et entre territoires.

Le principe de non-discrimination conduit à établir des tarifs permettant de refléter les coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs. La CRE a jusqu'à présent retenu des critères techniques et objectifs (niveau de tension de raccordement, puissance souscrite, option souscrite) pour fixer les différents tarifs. EDF n'est pas favorable à l'introduction de critères liés aux usages de l'électricité pour fixer les tarifs de réseau.

#### Concernant les critères permettant de répondre au mieux aux attentes des fournisseurs et des consommateurs :

Il est également nécessaire de veiller à ce que les tarifs proposés ne conduisent pas certains utilisateurs à supporter les coûts générés par d'autres utilisateurs, ce qui constituerait des subventions croisées entre utilisateurs du réseau.

Même si EDF partage la volonté de la CRE d'éviter des impacts trop importants et/ou rapides pour les utilisateurs liés à une évolution rapide des tarifs, il est nécessaire que ces modifications soient annoncées explicitement et qu'elles s'appliquent dans des délais assez courts afin (i) que les décisions d'investissement des utilisateurs du réseaux soient prises en connaissance de cause et (ii) que les utilisateurs concernés bénéficient au plus vite d'une éventuelle baisse ou supportent une hausse de leur tarif, reflétant les coûts qu'ils génèrent.

**Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?**

EDF est favorable à cette proposition pour deux raisons.

La première est qu'EDF est favorable à ce que le TURPE soit facturé en fonction des mesures physiques à l'interface avec le réseau public de distribution et non en fonction des usages de l'électricité ou des équipements situés en aval du compteur.

La seconde raison est que chaque option du TURPE est construite à partir d'une moyenne des coûts de réseaux générés par des utilisateurs divers. Or, comme le souligne la CRE, « il n'existe pas de données réelles représentatives attestant de la différence des courbes de charge des autoconsommateurs ». De plus, parmi ces utilisateurs, les autoconsommateurs individuels n'ont pas nécessairement les courbes de charge générant le plus de coûts.

Ainsi, il n'y a pas de raison d'affecter aux autoconsommateurs individuels une composante de soutirage spécifique.

**Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?**

EDF accueille très favorablement l'annonce par la CRE d'une prochaine concertation notamment sur la répartition entre coûts fixes, coûts à la puissance et coûts à l'énergie soutirée des tarifs d'utilisation des réseaux publics.

EDF considère que le TURPE doit répercuter aux différentes catégories d'utilisateurs les coûts que leur utilisation du réseau occasionne.

Certaines utilisations du réseau, notamment celle d'un client autoconsommateur, mettent en lumière que ceci n'est pas le cas avec le TURPE actuel. En effet, les utilisateurs qui réduisent leur soutirage en dehors des périodes de pointe (catégorie qui comprend les autoconsommateurs individuels) voient leur facture baisser de manière bien plus importante que la baisse des coûts occasionnés pour le réseau. Ils ne contribuent donc pas suffisamment à la couverture des coûts, au détriment des autres utilisateurs. Il semble donc que la structure actuelle du TURPE entraîne des subventions croisées entre utilisateurs.

Cette situation provient du modèle de coûts du réseau qui considère que la puissance horaire soutirée à partir du réseau est à l'origine de l'essentiel des coûts, alors qu'une grande partie des coûts provient d'autres services rendus par le réseau. En particulier, c'est bien la fonction de desserte, c'est-à-dire le fait d'être raccordé au réseau, qui permet d'avoir l'assurance de bénéficier d'une énergie de qualité à

tout instant, grâce au foisonnement entre des productions et des consommations non synchrones, ce qui réduit la probabilité de subir une avarie, cette probabilité étant en revanche plus importante pour l'utilisateur dépendant d'une seule installation. EDF considère donc que le chantier prioritaire en vue de TURPE 6 est de mener un travail approfondi sur la formation des coûts du réseau et sa modélisation, en envisageant éventuellement de retenir un nouveau modèle de répartition des coûts de réseau.

EDF reconnaît qu'en conservant le modèle actuel, il serait théoriquement possible d'ajuster la facture réseau des utilisateurs qui réduisent leur soutirage sur les heures « non-dimensionnantes » en concentrant davantage les coûts de réseau sur les heures dimensionnantes.

Toutefois, cette solution présente deux inconvénients majeurs :

- Cette solution, si elle corrige la facture des autoconsommateurs, va créer une distorsion pour les utilisateurs qui utilisent le réseau aux heures « non-dimensionnantes » : ceux-ci acquitteraient alors une facture réseau inférieure au coût des services que leur rend le réseau. Cet inconvénient découle directement du modèle actuel utilisé pour l'élaboration du TURPE, qui répartit l'essentiel des coûts en fonction de la puissance horaire sans tenir compte des différents services rendus par le réseau (notamment la desserte) : ce modèle ne permet pas d'obtenir une structure du TURPE adaptée aux différents usages du réseau.
- La généralisation des options à 4 plages temporelles en basse tension, bien qu'elle puisse améliorer le reflet des coûts, serait à elle seule insuffisante pour ajuster au bon niveau la facture réseau des autoconsommateurs. Il faudrait pour cela généraliser des options à pointe fixe ou mobile, ce qui semble difficile à mettre en oeuvre.

Par conséquent, EDF recommande l'élaboration d'un nouveau modèle, dont les grandes lignes pourraient être :

1<sup>ère</sup> étape : identifier les différents services rendus par le réseau : service de desserte (accès à l'électricité), service de garantie d'accès à la puissance, service de qualité de l'onde électrique (tenue de la fréquence et de la tension, absence d'harmoniques), service d'acheminement de l'énergie.

2<sup>ème</sup> étape : déterminer le coût de chacun de ces services. En particulier :

- Le coût du service de desserte pourrait être estimé en modélisant le coût des ouvrages minimaux nécessaires pour relier tous les points du réseau,
- Celui de l'accès garanti à la puissance (coût assurantiel) peut être déterminé en modélisant les coûts additionnels nécessaires pour dimensionner le réseau en fonction des pointes de consommation,
- Celui de la qualité de l'électricité s'obtient en modélisant le coût des ouvrages nécessaires pour assurer cette qualité,

- Celui du service d'acheminement s'obtient en premier lieu en modélisant le coût des pertes réseaux.

3<sup>ème</sup> étape : tarifier en fonction de l'inducteur permettant la facturation du service la plus juste pour l'ensemble des consommateurs qui en bénéficient. EDF identifie trois inducteurs possible : €/site, €/unité de puissance souscrite, €/unité d'énergie soutirée à partir du réseau public.

Cette méthode devrait aboutir à un rééquilibrage de la structure du TURPE, avec une diminution de la part proportionnelle aux soutirages (€/kWh) et un accroissement des parts fixe (€/site/an) et proportionnelle à la puissance souscrite (€/kW/an), plus propice à une bonne répartition des coûts entre les utilisateurs, ce qu'EDF soutient de manière constante.

Les évolutions de la structure des TURPE étant appliquées simultanément et automatiquement à tous les utilisateurs du réseau, elles font partie des éléments qui ont un impact sur les décisions d'investissement. Il serait donc souhaitable que la CRE annonce au plus tôt les orientations retenues afin que les utilisateurs du réseau puissent en tenir compte le plus tôt possible. Afin de respecter le critère de progressivité dans les éventuels impacts financiers pour les utilisateurs du réseau, la mise en œuvre au plus tôt de ces évolutions est souhaitable.

**Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?**

EDF est favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels dans le cas du maintien du schéma contractuel actuel.

Cependant, si le schéma contractuel était modifié avec notamment la création d'un nouveau contrat unique en injection, il serait indispensable de créer deux composantes de gestion distinctes (l'une pour le contrat unique soutirage et l'autre pour le contrat unique injection) afin que chaque acteur soit redevable des coûts générés par la gestion de son contrat et afin que les utilisateurs soient pleinement conscients des coûts générés par chaque type d'utilisation du réseau. De même, les commissionnements fournisseurs devraient être fixés pour chacun de ces contrats uniques afin de rémunérer les prestations effectuées par chaque acteur pour le compte du gestionnaire de réseau dans le cadre de chaque type de contrat unique.

Il sera indispensable que la CRE s'assure que ces composantes reflètent tous les coûts occasionnés et que la CRE procède à des ajustements si nécessaire.

**Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?**

EDF partage l'avis de la CRE, exprimé dans sa recommandation n°6 sur l'autoconsommation de maintenir le critère fixé par la loi du même poste HTA/BT pour la définition des opérations d'autoconsommation collective. En effet, le partage d'une production entre plusieurs consommateurs jusqu'à l'échelle nationale relève de l'activité de fournisseur qui doit faire le choix d'un responsable d'équilibre, avec les obligations et contraintes afférentes, appliquées de façon transparente et non discriminatoire. Le cadre de l'autoconsommation collective doit à cet égard être considéré comme un cadre dérogatoire à l'activité de fournisseur et au dispositif de responsabilité d'équilibre, souhaité par le législateur pour simplifier les modalités de partage de la production pour des opérations locales.

Comme tout cadre dérogatoire, il doit être limité. Les demandes de certains acteurs d'assouplir ce critère sont donc infondées.

La proposition d'une composante de soutirage différenciée entre les volume auto- et allo-produits est sous-tendue par les gains futurs qu'entraînera l'autoconsommation collective (comme toute la production décentralisée) sur les pertes et sur le dimensionnement des ouvrages en HTA, du fait d'une moindre sollicitation de ces équipements aux heures de production.

EDF partage l'analyse de la CRE sur le fait que ces gains futurs sur les pertes et le dimensionnement des réseaux HTA doivent être rendus aux opérations d'autoconsommation collective.

De plus, ces gains futurs étant générés par l'ensemble de la production décentralisée, EDF adhère à l'objectif de rendre ce gain à la production décentralisée qui injecte sur le réseau public indépendamment du modèle contractuel (autoconsommation collective, vente en totalité et même surplus des autoconsommateurs individuels) afin d'envoyer un signal efficace aux producteurs.

Ainsi, pour TURPE 6 :

EDF estime que les gains futurs doivent être rendus directement aux producteurs injectant sur le réseau (qui génèrent ces gains) plutôt qu'aux seuls consommateurs participant à des opérations d'autoconsommation collective par une réduction de leur composante de soutirage. Cette solution présente le double avantage de respecter le principe de péréquation tarifaire du soutirage et d'envoyer des signaux aux producteurs sans discriminer la vente en totalité par rapport à l'autoconsommation.

En pratique, EDF propose de tenir compte des gains futurs apportés par la production décentralisée dans le coût de raccordement des nouveaux moyens de production décentralisés, indépendamment

du modèle contractuel. Cela permettrait d'envoyer un signal efficace incitant les producteurs à implanter leurs moyens de production de manière à minimiser les coûts de long-terme du réseau.

#### Dès TURPE 5 :

Afin de rendre dès TURPE 5 les gains futurs aux opérations d'autoconsommation collective, la CRE propose une solution transitoire utilisant TURPE 5, qui paraît pragmatique. Toutefois, cette solution transitoire constitue une première entorse à la péréquation tarifaire et au principe du timbre-poste du TURPE. Elle expose donc la CRE à des demandes similaires de la part d'autres utilisateurs du réseau (tarif de proximité par exemple).

EDF identifie toutefois deux faiblesses dans la proposition de la CRE, qui peuvent être corrigées simultanément :

1. Le TURPE applicable aux soutirages autoproduits calculé selon les principes de TURPE 5 fait l'objet d'une trop forte réduction.

Si la réflexion annoncée par la CRE pour TURPE 6 conduit à tarifier en part fixe le coût de la fonction de desserte du réseau, les autoconsommateurs collectifs paieront la totalité du coût de desserte (y compris une quote-part des coûts HTA) puisqu'ils utilisent ce réseau. Ce qui pourrait conduire à une augmentation de facture significative pour ces utilisateurs trois ans après l'adoption du TURPE spécifique proposé ici, tant la réduction proposée par la CRE semble importante.

Il semble donc préférable de diminuer la réduction accordée à la composante de soutirage des flux autoproduits dans l'attente (i) des retours d'expérience et (ii) des réflexions sur l'évolution du TURPE 6, ce qui évitera un effet « stop-and-go » préjudiciable à tous les utilisateurs du réseau.

2. Il ne paraît pas justifié de tarifier différemment les soutirages des autoconsommateurs individuels et les soutirages alloproduits des autoconsommateurs collectifs.

La proposition de ne pas faire bénéficier les autoconsommateurs collectifs, pour leurs soutirages alloproduits, de la baisse du soutirage sur les réseaux HTA induite par la production décentralisée (hors autoconsommation collective) ne semble pas justifiée car les soutirages alloproduits sont en tout point comparables aux soutirages des autoconsommateurs individuels, pour lesquels la CRE et EDF ne jugent pas fondé d'établir un tarif spécifique.

La conséquence de ce tarif supérieur au TURPE classique pour les soutirages alloproduits est une pénalisation non justifiée des autoconsommateurs collectifs couvrant une faible proportion de leur consommation par l'autoproduction.

De plus, la différenciation des barèmes « classique » et « alloproduit » introduirait une difficulté de compréhension et donc d'acceptabilité par les autoconsommateurs et une complexité supplémentaire pour la mise en œuvre par tous les fournisseurs et les gestionnaires de réseau.

Enfin, s'agissant de l'autoconsommation individuelle, la CRE indique : *« Durant la concertation sur l'autoconsommation menée par la CRE, la possibilité de rendre obligatoires dès à présent pour les autoconsommateurs les options du TURPE à quatre plages temporelles avait été envisagée afin, le cas échéant, de refléter plus finement leurs coûts. En effet, la généralisation de tarifs saisonnalisés est un objectif souhaitable a priori pour l'ensemble des consommateurs, et donc aussi pour l'autoconsommation, puisqu'il permet de mieux refléter les surcoûts associés aux soutirages aux heures critiques (heures pleines d'hiver notamment). La mise en oeuvre de cette mesure pour les autoconsommateurs aurait donc pu constituer une amélioration de la précision du tarif. Mais cette approche se heurte à la même difficulté qu'une nouvelle composante de soutirage : il n'existe pas d'échantillon de courbes de charges représentatif démontrant une utilisation du réseau différente de la part des seuls autoconsommateurs. Il n'y a donc aucune raison de leur imposer un tarif plus fin que celui proposé aux autres consommateurs, en vertu du principe de non-discrimination. »*

EDF partage cette analyse et l'estime transposable également à l'autoconsommation collective.

EDF souhaite que cette faiblesse soit résolue en ne créant pas de composante de soutirage spécifique pour les soutirages alloproduits des autoconsommateurs collectifs. Dans ce cadre, les autoconsommateurs collectifs auront la possibilité de souscrire l'ensemble des formules tarifaires d'acheminement proposées par le TURPE 5.

De plus, une telle évolution engendrera des coûts pour tous les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs : développement SI chez les gestionnaires de réseaux et chez les fournisseurs, contractualisation, évolution des contrats GRD-Fournisseur etc.. Ces coûts, qui seront au final payés par tous les consommateurs finaux, semblent disproportionnés.

**Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50 % par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?**

EDF est favorable à une hausse de la composante de gestion applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective afin de refléter les coûts supplémentaires générés par cette catégorie d'utilisateurs chez les gestionnaires de réseaux. Ces coûts supplémentaires ne doivent pas être supportés par l'ensemble des utilisateurs du réseau.

Il sera nécessaire de suivre les coûts réels des gestionnaires de réseaux et de revoir régulièrement cette composante de gestion.

Pour les systèmes énergétiques insulaires, en première analyse, la composante de gestion telle que proposée ne semble pas couvrir les coûts de développement des systèmes d'informations. EDF propose d'intégrer une estimation de ces coûts SI dans l'étude demandée par la CRE sur « l'impact et la valeur de l'autoconsommation dans les systèmes insulaires ».

**Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?**

L'article L.337-7 du code de l'énergie prévoit qu'en métropole continentale, les clients de puissance inférieure ou égale à 36 kVA peuvent souscrire auprès des fournisseurs historiques une option des tarifs réglementés de vente (TRV), ce qui est par ailleurs rappelé par la CRE dans la présente consultation. C'est pourquoi, selon EDF, les autoconsommateurs individuels et les consommateurs s'étant regroupés dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective qui remplissent le critère d'une puissance inférieure ou égale à 36 kVA doivent pouvoir bénéficier à leur demande d'un tarif réglementé.

ooOoo